

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner - Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 29/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SORECA S A S

LES BARAQUES
42610 SAINT-ROMAIN-LE-PUY

Références : UiD4243-DSSP-024-0086
Code AIOT : 0100040068

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement SORECA S A S implanté LES BARAQUES - 42610 SAINT-ROMAIN-LE-PUY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le technicien du contrat territorial Mare Bonson a constaté un dépôt de matières grisâtres dans le lit du Montferrand, sur une longueur d'environ 400 mètres, ayant pour origine un rejet en rive gauche au niveau de l'installation SORECA.

La société SORECA étant une installation classée, cette observation a été remontée à l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SORECA S A S
- LES BARAQUES 42610 SAINT-ROMAIN-LE-PUY
- Code AIOT : 0100040068
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

La société SORECA exploite au lieu-dit Les Baraques sur la commune de St Romain le Puy, une installation de récupération et de traitement de déchets de verre. Elle est titulaire d'un récépissé de déclaration du 12/08/1983 au titre de l'ancienne rubrique 89. Elle bénéficie de la reconnaissance des droits acquis (courrier du 11/04/2012) et est actuellement classée au titre des rubriques 2715 et 2714 de la nomenclature des installations classées sous le régime de la déclaration.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'installation effectue un traitement de déchets. Elle dispose sur son site depuis sa déclaration initiale en 1983 d'un broyeur. Cette activité relève de la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées. Cependant , l'installation n'est pas classée sous cette rubrique. Cette activité étant réalisée depuis l'origine, sans modification, il est proposé d'acter par arrêté préfectoral l'actualisation du classement.

Les déchets traités sont le verre plat (pare-brises, doubles vitrages) et le verre creux non souillé (emballage en verre neuf avec défauts de fabrication).

Deux points de rejet au ruisseau du Montferrand ont été identifiés, cependant, le lien avec les dépôts grisâtres signalés n'a pas pu être établi. Il s'agit de rejets d'eaux pluviales, ayant transité ou non par les déchets, la collecte des eaux pluviales n'étant pas réalisée sur l'ensemble du site. Il est exclu un rejet d'eaux usées. De même, compte-tenu de la nature des déchets entreposés sur le site, la contamination des eaux pluviales par de la matière organique est exclue.

Des dépôts de micro-déchets de verre sont cependant possibles, mais limités puisque la collecte des eaux pluviales n'est pas réalisée sur toute la plateforme de stockage.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il envisageait la création d'un bassin qui réceptionnerait les eaux pluviales collectées pour assurer une décantation préalable avant rejet. Cette option apparaît intéressante et est à affiner.

Dans ce contexte, la collecte de l'ensemble des eaux pluviales sera à planifier : en effet, les prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux activités prévoient que « *Tous les effluents aqueux sont canalisés (eaux usées domestiques, eaux pluviales, eaux de lavages de véhicules...) ».*

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 13/02/2024, article R541-43	Demande d'action corrective	1 mois
3	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article annexe 1 - §5.5	Demande d'action corrective	Suivi à faire
4	Durée d'entreposage	Arrêté Ministériel du 15/02/2016	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 13/02/2024, article nomenclature ICPE	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La traçabilité des déchets est à améliorer par la tenue d'un registre chronologique des déchets entrants et sortants conforme à la réglementation.

Les déchets entreposés sur le site et ayant dépassé les durées d'entreposage fixées par la réglementation sont à éliminer ou à valoriser rapidement. Les justificatifs relatifs à cette élimination ou valorisation sont à transmettre à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/02/2024, article nomenclature ICPE
Thème(s) : Situation administrative, classement rubriques
Prescription contrôlée : Le site est connu sous le régime de la déclaration. Un récépissé de déclaration du 12/08/1983 a été délivré pour l'exploitation d'un établissement de récupération et de traitement du verre (rubrique 89-2 broyage, concassage, criblage [...] de substances végétales et de tous produits organiques). La société SORECA a également été agréée pour l'exercice de l'activité de broyage concassage de déchets d'emballage en verre pour une quantité de 300 tonnes/jour (récépissé du 19/12/1995). Par suite de la création des rubriques spécifiques au secteur des déchets, le site a bénéficié de la reconnaissance des droits acquis et les activités ont été classées sous les rubriques 2715 (tri transit de déchets de verre) et 2714 (tri transit de déchets de carton, plastique, bois...) par courrier du 11/04/2012.
Constats : Les activités n'ont pas évolué depuis la reconnaissance des droits acquis en 2012. Cependant, le broyage du verre n'a pas été classé au titre de la rubrique 2791 (Traitement de déchets non dangereux). En effet, le broyage des déchets constitue un traitement. La note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets de la DGPR précise : <i>"Les installations concernées par cette rubrique sont notamment : Les installations de <u>broyage</u>, de cisailage de déchets de métaux, de véhicules dépollués, de plastiques, de bois, déchets de pneumatiques, de déchets verts ou de <u>verre</u>... ;"</i> Le volume d'activité est évalué entre 10 à 50 t/j. Le site relève donc du régime de l'autorisation : <i>2791. Installation de traitement de déchets non dangereux</i> <i>La quantité de déchets traités étant :</i> <i>Supérieure ou égale à 10 t/j ; (A-2)</i> <i>Inférieure à 10 t/j. (DC)</i> Cette activité étant exercée (et connue) depuis la délivrance du récépissé de déclaration en 1983, le reclassement sous la rubrique 2791 en régime d'autorisation sera acté par arrêté préfectoral. S'agissant du classement sous la rubrique 2714, il s'agit des déchets de plastiques contenus dans les verres plats feuilletés (PVB), et de bois de palettes non réparables (les palettes en bon état font l'objet d'un réemploi, elles sont consignées).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/02/2024, article R541-43
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le contenu du registre est fixé dans l'arrêté du 31/05/2021 (en PJ du présent rapport).
Constats : L'exploitant reporte sur une fiche papier établie au nom du fournisseur (pour les entrées de déchets) ou au nom du client (pour les expéditions de déchets), les dates d'entrée et les dates de

<p>sortie avec le poids du chargement. Il établit un bilan quantitatif (en tonnes) mensuel et annuel de son activité et connaît donc son stock sur site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La traçabilité est à améliorer par la tenue d'un registre chronologique des déchets entrants et sortants dont le contenu est conforme à celui fixé par l'arrêté du 31/05/2021 (extraits en PJ du présent rapport).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Réseau de collecte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article annexe 1 - §5.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles</p>
<p>Prescription contrôlée : Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.</p> <p>Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible. Ils doivent être aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.</p> <p>Pour les installations existantes, les dispositions du premier alinéa du point 5.5 (ci-dessus) s'appliquent dans les délais suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à partir du 10 novembre 2014, si la commune est équipée d'un réseau séparatif ; - 4 ans après mise en œuvre d'un tel réseau dans le cas contraire, sans préjudice toutefois d'éventuels règlements locaux pris par la commune ou les collectivités locales notamment.
<p>Constats :</p> <p>Il n'a pas été établi de plan du réseau de collecte.</p> <p>2 points de rejet au milieu (cours d'eau du Montferrand) ont été identifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 collectant les eaux de la plateforme, pont bascule, secteur situé entre l'entrée des VL et le garage (présence de grilles avaloir) ; • 1 collectant les eaux de toiture du garage (angle Sud de la toiture). <p>Les eaux usées sont, semble-t-il, raccordées au niveau de la RD 8 (l'exploitant a indiqué qu'un service de Loire-Foréz Agglomération était venu faire des investigations sur ce raccordement quelques jours avant la visite d'inspection).</p> <p>Les eaux pluviales du reste du site ne sont pas collectées. Celles-ci doivent rejoindre les points bas et s'infiltrer pour partie au niveau des zones non imperméabilisées et/ou rejoindre le cours d'eau du Montferrand hors canalisation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un plan du réseau de collecte est à établir pour une meilleure connaissance du site.</p> <p>Dans le cadre de la réflexion sur la création d'un bassin de rétention des eaux pluviales avant rejet, la collecte de l'ensemble des eaux pluviales du site est à planifier. En effet, les prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux activités prévoient que « <i>Tous les effluents aqueux sont</i></p>

canalisés (eaux usées domestiques, <u>eaux pluviales</u> , eaux de lavages de véhicules...) ». Cette disposition étant lourde à mettre en œuvre, un suivi à plus long terme sera opéré avec l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : Suivi à faire

N° 4 : Durée d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
<p>Prescription contrôlée : La durée d'entreposage des déchets sur un site ne peut pas excéder un an si les déchets sont destinés à être éliminés ou trois ans s'ils sont destinés à être valorisés même s'ils sont entreposés sur le site de production. Ces délais résultent de l'application de la directive n° 1999/31/CE relative aux décharges, transposée en droit national par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux. Si les durées d'entreposage sont supérieures, les installations relèvent d'un classement en installations de stockage de déchets sous la rubrique 2760.</p>
<p>Constats :</p> <p>Avant de pouvoir être traité sur le site, le verre plat doit être entreposé 1 ou 2 ans en extérieur : l'exposition à la chaleur et au froid fait travailler le plastique contenu dans le déchet et permet de décoller plus facilement le verre. Ce stockage préalable est nécessaire au bon traitement du verre (et peut s'apparenter à un pré-traitement). Le déchet est donc susceptible d'être entreposé plus de 3 ans sur le site sans qu'il puisse être considéré qu'il s'agit d'un stockage au sens de la directive n° 1999/31/CE relative aux décharges.</p> <p>Cependant, il a été constaté la présence d'un tas de verre manifestement ancien que l'exploitant n'avait pas pu valoriser (à l'angle Sud-Ouest de la plateforme). Compte-tenu de la durée d'entreposage fixée par la réglementation, ce déchet doit être éliminé ou valorisé (si possible) dans un délai raisonnable.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Éliminer, ou valoriser si encore possible, les déchets dépassant la durée d'entreposage fixée par la réglementation. Tracer ces évacuations dans le registre des déchets.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois